

Le SICTAME vous informe

DECLARATION DU SICTAME en CCE de l'UES AMONT du 8 avril 2003

La mise en place du nouveau CCE de l'UES Amont est pour nous l'occasion de rappeler les attentes du personnel et de souligner quelques points qui nous paraissent très importants

Voilà plus de trois ans que s'est engagé le rapprochement entre TotalFina et Elf Aquitaine, avec les résultats que l'on connaît :

Après une explosion du Chiffre d'Affaires et du Résultat Opérationnel du groupe, suivie d'un relatif tassement, **les résultats économiques et financiers restent d'un excellent niveau**. L'Amont contribue d'ailleurs à plus de 80% de ce Résultat Opérationnel.

Les réserves et la production d'hydrocarbures ont augmenté, le rapprochement des 2 groupes aboutissant à une répartition mieux équilibrée entre les diverses zones géographiques et faisant de la Mer du Nord la principale zone de production.

Depuis le rapprochement, le Groupe a utilisé plus de 10 milliards d'euros pour racheter et détruire 12% de ses actions. Nous condamnons, sans appel, une telle politique qui appauvrit irrémédiablement le groupe aux seules fins de concentrer le capital dans les mains de ceux qui le détiennent, et qui prive le groupe de fonds dont il risque d'avoir grand besoin dans un proche avenir.

Même si le groupe présente une bonne répartition géographique de ses implantations et des risques, le voilà, à présent, particulièrement exposé au Moyen Orient et dans les pays du Golfe de Guinée. De plus, les risques d'une opération hostile de la part d'un major, en particulier Exxon-Mobil, sont bien réels, et le Groupe doit se préserver une capacité de réaction ou d'anticipation.

Pour améliorer la performance et les résultats du groupe et le protéger des agressions, rien de mieux qu'un personnel motivé, content et fier de travailler pour son entreprise. Cette évidence ne semble pas encore avoir été comprise par une partie de la Direction et nous le regrettons.

Déjà, il y a un an, faute d'être entendus en interne, des actionnaires salariés de l'Amont étaient venus à l'AG des actionnaires pour exprimer leur inquiétude et leur colère. C'est probablement pour cela, que leur est retiré, à présent, ce droit d'expression en AG et que leurs votes seront exercés par un Conseil de surveillance dont il faut espérer qu'il ne sera pas mis sous contrôle de la Direction.

En effet, depuis l'an passé, rien n'a véritablement changé et **la même inquiétude et la même colère perdurent**, sans que la Direction n'ait vraiment rien fait pour faire évoluer positivement les choses :

- le plan social, mis en œuvre il y a 3 ans, a eu pour principal effet de transférer près d'un millier d'emplois vers la sous-traitance avec, en corollaire, d'importantes pertes de savoir-faire et de technicité ;
- La dégradation des conditions de travail et de l'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle s'est poursuivie, comme en atteste encore le quatrième volet de l'enquête Ipsos ;
- Les attaques envers le contrat social du personnel se sont poursuivies ainsi qu'envers ceux qui défendent ce contrat. La Direction, s'employant à diviser les syndicats ou à jouer telle structure fédérale ou confédérale contre les Délégués syndicaux qui sont ses interlocuteurs normaux, est simplement parvenue à multiplier syndicats et interlocuteurs ;
- La Direction poursuit ses errements vis à vis de la loi. On se souvient du rôle ambigu qu'elle a délibérément fait jouer aux Coordonnateurs syndicaux groupe dans la signature des accords Retraite et Prévoyance. Elle persiste à vouloir leur faire jouer ce même rôle au niveau des 2 UES Amont et Aval (on l'a encore vu récemment avec la 'négociation salaires' et l'accord concernant les personnels handicapés). Pour nous, la négociation annuelle obligatoire reste à faire aux bornes de l'UES Amont. Il serait temps que la première entreprise de France cesse de se considérer comme au dessus des lois et qu'elle donne l'exemple en matière de respect du droit social !

- C'est en raison des hors jeux de la Direction que l'UES Amont n'a pu être obtenue par la voie consensuelle. Le périmètre de celle-ci a été prononcé par voie de justice en octobre dernier, son contenu restant à négocier. La vocation d'une UES est d'améliorer la représentation du personnel et ses moyens ; la Direction utilise l'UES, en fait, pour faire des économies sur le dos du personnel et de ses représentants : l'exemple le plus récent concerne le calcul des dépenses sociales et dotations des CE, pour lequel la Direction ne respecte pas la loi et 'gratte' au moins de l'ordre de 2 millions d'euros. Nous demandons le recours à un tiers expert pour régler ce problème ou nous le porterons, s'il le faut, devant la juridiction compétente.

Non contente de ne pas respecter le droit social, la Direction pratique le mercantilisme social. Cela n'est pas acceptable, alors que nous visons l'excellence économique. N'oublions pas que l'économique et le social vont de pair : tout retard ou régression dans l'un de ces 2 domaines affecte l'autre et peut générer une spirale descendante. De fait, le mercantilisme social pratiqué par la Direction n'a d'autre effet que d'accroître les frustrations, le sentiment d'injustice et les mécontentements chez un personnel de plus en plus désabusé et démotivé.

Nous aurions pu mettre en place ce contrat social unique - acceptable par tous les personnels de l'Amont - qui aurait permis une symbiose totale des équipes et des conditions de travail. La Direction n'a pas voulu engager la négociation qui aurait permis cette convergence. Elle a préféré transformer Elf EP en groupe clos, avant d'en réduire le nombre d'actifs : AFC, PRC, puis par le biais de 'Passerelles', qu'un nombre conséquent de salariés ont empruntées, certains véritablement volontaires ou motivés par un gain immédiat, mais la plupart se sentant plus ou moins contraints psychologiquement de le faire. Le personnel de TotalFinaElf SA mesure aussi les écarts existants et le peu d'efforts qu'il faudrait à la Direction pour les combler : il y a un an, il avait été estimé que l'alignement vers le haut du statut des personnels de l'Amont coûterait à peine une cinquantaine de millions d'euros, à comparer aux 10 milliards d'euros dépensés en rachats d'actions. Les discussions en cours sur la Prévoyance Santé, les avenants proposés récemment montrent que nous sommes toujours dans une logique de régression et de mercantilisme social.

Non, la politique sociale suivie par la Direction n'est pas la bonne. La méthode Coué et le passage en force restent, malheureusement encore et toujours, les 2 mamelles de la DRH pour nourrir le dialogue social.

Il faut que cela cesse et que des orientations plus conformes aux intérêts bien compris de l'entreprise et de son personnel soient prises.

Alors, dans ce contexte, que faire ?

Le premier objectif serait de rétablir la confiance et un climat social apaisé :

Pour cela, la Direction doit cesser d'attaquer le contrat social des personnels. Elle doit respecter ses engagements, sa signature, le personnel et ses représentants, ainsi que la loi ; bref, elle doit se conduire d'une manière responsable et citoyenne. Elle doit traiter avec les représentants idoines au niveau adéquat et cesser donc de recourir aux Coordonnateurs groupe ou d'essayer de doubler les Délégués syndicaux non complaisants par leurs fédérations ou confédérations. Elle doit cesser de vouloir décider de tout, en vase clos avec quelques uns, au-dessus de la tête des salariés et des délégués syndicaux non inféodés.

La Direction doit accepter le prix d'une fusion sociale réussie, qui pour nous reste en devenir.

Nous sommes prêts à l'éclairer et à négocier pour aller en ce sens. Malheureusement la fusion ressemble, jusqu'à présent, plus à une digestion qu'à une harmonieuse intégration des actifs et des compétences, comme l'illustre encore le changement prochain de nom du groupe.

La Direction doit s'engager vers une véritable écoute du personnel et la prise en compte de ses attentes, exprimées notamment par ses votes lors de l'élection de ses représentants.

La Direction doit pratiquer une véritable concertation et une négociation authentique en établissant avec les partenaires sociaux des relations du type 'adulte-adulte' et non 'parent-enfant'.

Dans ces négociations, la Direction doit avoir le souci d'aboutir à des résultats du type 'gagnant-gagnant' et non 'gagnant' (la Direction) – 'perdant' (le Personnel)

Rappelons aussi que la fonction Ressources Humaines et Communication doit être au service des fonctions techniques et ne pas créer d'entraves au bon exercice de celles-ci. L'Amont constitue le fer de lance du Groupe et c'est là que se forme l'essentiel de ses revenus et de sa puissance industrielle et technique. On ne peut y laisser se développer un climat d'insatisfaction et une démotivation chroniques, du fait d'une politique de ressources humaines et de communication irresponsable et irrespectueuse du personnel.

Le personnel doit être respecté dans toutes ses composantes : il convient de développer les actions de sensibilisation en ce domaine et de prévenir toutes les formes de harcèlement et d'irrespect.

La sécurité sous toutes ses formes reste un impératif : accroissement des charges de travail et de la sous-traitance ne doivent pas la compromettre.

Un bon quart des personnels de l'UES Amont travaillent en **expatriation** ; ils méritent bien une Commission au niveau de ce CCE et nous en réclamons, avec force, la création.

Si nous voulons préserver notre savoir-faire et notre technicité, il faut **cesser le recours abusif à la sous-traitance et embaucher** ceux des personnels qui occupent des fonctions pérennes.

Il faut enfin **cesser ces stériles rachats et destructions d'actions** et utiliser l'argent du groupe à des fins plus constructives.

Il faut aussi **respecter le personnel actionnaire** à l'égal des autres actionnaires et ne pas en faire des actionnaires de second rang, du simple fait qu'ils sont salariés. Ils doivent avoir leur représentant au Conseil d'administration.

Le personnel, en tant que tel, doit aussi avoir son représentant au Conseil d'administration. Il est regrettable que le Conseil d'administration n'ait pas agréé la 18^{ème} résolution qui sera proposée à la prochaine AG et qui vise à faire élire un administrateur par le personnel.

En conclusion, on ne peut faire une entreprise sans les hommes, encore moins contre eux.

La première des énergies, y compris dans une société découvreuse et productrice d'énergie, c'est l'énergie humaine. Sans elle, toutes les autres ne sont rien.

A vous de savoir **respecter et mobiliser cette formidable énergie humaine qui fait la richesse de notre groupe.** En faisant ainsi, le Groupe sera en ligne avec les principes de bonne gouvernance et de développement durable qu'il se targue de promouvoir et il donnera à ses activités une impulsion bien plus efficace et durable que celle résultant d'un simple changement de nom ou de logo.

Lors de cette réunion du CCE du 8 avril :

- Le bureau du CCE a été mis en place :

Secrétaire : Bertrand de Reviers (SICTAME)

Secrétaire Adjoint : Pascale Forgues (CGT)

Trésorier : Gilbert Eschylle (CFDT)

Trésorier Adjoint : Stéphane Catel (CFE-CGC)

Les autres élus SICTAME au CCE sont (T=Titulaire, S=Suppléant) : Benoît Clergeat (T), Hugues Delahaye (T), Catherine Peter (T), Christian Cassier (S), Philippe Cousson (S), Eric Vaubourdolle (S) et Marie-Claire Vivier (S).

Bernard Butori est Représentant Syndical SICTAME au CCE.

La répartition des élus du CCE est la suivante : SICTAME : 4 T et 4 S ; CFDT : 2 T et 3 S ; CGT : 2 T et 2 S ; CFE-CGC : 2 T et 1 S ; FO : 1 T et 1 S.

- Les Présidents de Commissions ont été élus :

Commission Formation Emploi : Philippe Cousson (SICTAME)

Commission Aide au logement : Jean-Yves Sousleys (FO)

Commission Economique : Stéphane Catel (CFE-CGC)

Commission Financière : Anne Harnois (CFDT)

Il reste à négocier la mise en place d'une Commission Sécurité Environnement et à trancher la question de la Commission Expatriés : nous en demandons une spécifique à l'UES Amont tandis que la Direction veut les regrouper au niveau des 2 UES. Pour nous, chaque CCE doit avoir sa Commission Expatriés, quitte à ce qu'elles se rencontrent sur certains points.

De plus ont été élus comme représentants du CCE :

- auprès du Conseil d'administration Total FinaElf SA : Benoît Clergeat (SICTAME) et Sylviane Mazéas (CGT)
- auprès du Conseil d'administration Elf EP : Bertrand de-Reviers (SICTAME) et Jean-Yves Sousleys (FO)
- auprès de l'AG des actionnaires TotalFinaElf SA : France-Claire Boutet (CGT) et Gilbert Eschylle (CFDT)
- auprès de l'AG des actionnaires d'Elf EP : Bertrand de-Reviers (SICTAME) et Jean-Yves Sousleys (FO)

Il a été retenu comme Expert assistant le CCE le Cabinet SECAFI ALPHA.

Les nouvelles Instances Représentatives de l'UES Amont sont à présent en place et vont pouvoir travailler.

Les élus SICTAME assumeront les responsabilités que vous leur avez confiées. Ils vous remercient de votre confiance et restent à votre écoute et à votre service.

Les élus SICTAME à votre écoute et à votre service :**Délégués du Personnel**

PARIS	Titulaires	Suppléants
Collège OETAM	Christian Cassier	Isabelle Soudron
	Josette Sabaté	Michèle Queval
	Jean-Pierre Chambet-Rosset	Adam Bouaziz
Collège ING/CADRES	Bernard Butori	Pierre Thiam
	Bertrand de Reviers	Patrick Orsolini
	Jean-René Marabelle	Alain Le Marrec
	Marie-Claire Vivier	Massimo Dall'Asta
	Eric Vaubourdolle	Jean-Charles Domel
		Jean-Claude Paygnard
PAU	Titulaires	Suppléants
Collège OETAM	Céline Tibi	
Collège ING/CADRES	Robert Baucou	Benoît Clergeat
	Philippe Cousson	Bernard Séraissol
	Alexandra Kalna	Patrick Monribot
	Bruno Bronnimann	Catherine Peter
	Jacques Vittori	Laurent Lemaistre

Comité d'Etablissement

PARIS	Titulaires	Suppléants
Collège OETAM	Josette Sabaté	Christian Cassier
	Hugues Delahaye	Jean-Pierre Chambet-Rosset
Collège ING/CADRES	Bernard Butori	Eric Vaubourdolle
	Bertrand de Reviers	Alain Le Marrec
	Jean-René Marabelle	Patrick Orsolini
	Marie-Claire Vivier	Jean-Claude Paygnard
Représentant syndical : Marc Jacquemin		
PAU	Titulaires	Suppléants
Collège OETAM	Céline Tibi	
Collège ING/CADRES	Benoît Clergeat	Philippe Cousson
	Bernard Séraissol	Jacques Vittori
	Catherine Peter	Lyonel Rousseau
	Bruno Bronnimann	
Représentant syndical : Robert Baucou		

CHSCT : Paris : Christian Cassier (Secrétaire du CHSCT), Eric Vaubourdolle

Pau : Robert Baucou, Philippe Cousson, Jean-Michel Maurel

NB : la fonction de Secrétaire du CHSCT a été confiée à Michel Zammit (FO)

Autres Responsabilités exercées :

CE Paris : Secrétaire : Josette Sabaté, 2^{ème} Secrétaire Adjoint : Christian Cassier ;

Présidents de la Commission Culturelle : Jean-René Marabelle, de la Commission Voyages : Christian Cassier

CE Pau : Secrétaire : Bernard Séraissol.

Présidents de la Commission Vacances : Jacques Vittori, de la Commission Sports et Plein Air : Lyonel Rousseau

Commissions paritaires (concerne Elf EP pour l'instant) :

Collège OETAM : Christian Cassier (Titulaire), Isabelle Soudron (Suppléante)

Collège ING/CADRES : Titulaires : Robert Baucou, Benoît Clergeat, Jean Magendie, Pierre Samier

Suppléants : Philippe Cousson, Jean-François Olives, Gilles Peignien, Bernard Séraissol

RAPPEL : Le SICTAME participe en association avec l'AVAS à l'élection des Membres du Conseil de surveillance du Fonds regroupant les actions TotalFinaElf détenues par le personnel des sociétés françaises du groupe. Vous avez dû recevoir à votre domicile le matériel de vote. Si ce n'est pas le cas, alertez-nous. Votre vote doit être parvenu par voie postale pour au plus tard le 28 avril. Cette élection est de première importance.

Si vous ne l'avez déjà fait, Votez dès aujourd'hui ! Soutenez notre action en votant la liste AVAS – SICTAME

Pour en savoir plus, ou pour nous rejoindre ou nous soutenir, retournez le bulletin ci-dessous au SICTAME
(au choix : Bureau 4E41 Tour Coupole à La Défense, Bureau F16 CSTJF à Pau, ou local SICTAME à Lacq)
Ou téléphonez au 05.59.83.57.89 à Pau, au 01.47.44.49.25 à Paris ou au 05.59.92.28.47 à Lacq

NOM..... Prénom.....
 SOCIETE..... LIEU DE TRAVAIL :..... TEL :.....
 Souhaite rencontrer un responsable du SICTAME (ou/et) Souhaite adhérer au SICTAME
 Souhaite recevoir gracieusement les derniers « Cahiers du SICTAME » (publication que reçoivent les adhérents)